

Acheteur Public  
*Office National des Combattants et des Victimes de Guerre*  
Hôtel National des Invalides  
129 rue de Grenelle - Escalier B  
CS 70780  
75700 PARIS CEDEX 07

## **MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**PRESTATIONS D'EXTERNALISATION  
DU STOCKAGE D'ARCHIVES COURANTES ET  
INTERMÉDIAIRES DE L'ONACVG**

**3 LOTS**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Généralités .....</b>	<b>4</b>
1.1. <i>Caractéristiques principales du marché .....</i>	4
1.1.1. Objet des marchés .....	4
1.1.2. Organisation de l’achat .....	4
1.1.3. Technique d’achat .....	4
1.1.4. Durée des marchés .....	5
1.1.5. Mise en œuvre des marchés .....	5
1.1.5.3. Devis .....	6
1.2. <i>Intervenants.....</i>	7
1.2.1. Acheteur.....	7
1.2.2. Titulaire.....	7
1.3. <i>Pièces constitutives des marchés.....</i>	7
1.3.1. Pièces contractuelles .....	8
1.3.2. Pièces indicatives .....	8
1.4. <i>Obligations générales d’exécution.....</i>	8
1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD.....	8
1.4.2. Assurances .....	10
1.4.3. Documentation à fournir en cours d’exécution .....	10
1.4.4. Agrément.....	11
<b>Article 2 : Prix et règlement .....</b>	<b>11</b>
2.1. <i>Prix du marché.....</i>	11
2.1.1. Caractéristiques des prix .....	11
2.1.2. Contenu des prix .....	11
2.1.3. Contenu des prix de la maintenance .....	11
2.1.4. Variation des prix (à toute pièce financière (BPU, BR) correspond un cas de variation de prix).....	12
2.2. <i>Modalités de règlement .....</i>	12
2.2.1. Garanties financières (le cas échéant) .....	13
2.2.2. Répartition des paiements .....	13
2.2.3. Acomptes .....	13
2.2.4. Demande de paiement .....	13
2.2.5. Mode de règlement.....	14
<b>Article 3 : Délais – Pénalités – Primes .....</b>	<b>15</b>
3.1. <i>Délais .....</i>	15
3.1.1. Délais d’exécution / de livraison .....	15
3.1.2. Prolongation des délais .....	15
3.2. <i>Pénalités .....</i>	15
3.2.1. Pénalités pour retard.....	15
3.2.2. Pénalités d’indisponibilité .....	16
3.2.3. Autres pénalités.....	16
3.2.4. Recouvrement des pénalités .....	17
<b>Article 4 : Exécution des prestations .....</b>	<b>17</b>
4.1. <i>Développement durable.....</i>	17
4.1.1. Clause d’insertion sociale.....	17
4.1.2. Clause environnementale .....	18
4.2. <i>Conditions de livraison .....</i>	18

4.3.	<i>Documentation</i> .....	18
4.4.	<i>Modifications du contrat</i> .....	18
<b>Article 5 : Constatations de l’exécution des prestations – Garanties – Maintenance..</b>		<b>19</b>
5.1.	<i>Constatations</i> .....	19
5.1.1.	Opérations de vérification .....	19
5.1.2.	Décisions après vérification .....	19
5.2.	<i>Transfert de propriété</i> .....	19
5.3.	<i>Garantie</i> .....	19
<b>Article 6 : Propriété intellectuelle .....</b>		<b>19</b>
<b>Article 7 : Résiliation.....</b>		<b>20</b>
7.1.	<i>Résiliation</i> .....	20
7.2.	<i>Exécution aux frais et risques</i> .....	20
<b>Article 8 : Différends .....</b>		<b>20</b>
<b>Article 9 : Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. ....</b>		<b>20</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### Article 1 : Généralités

Le présent marché est passé en application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur à la date du lancement de la consultation afférente.

#### 1.1. Caractéristiques principales du marché

##### 1.1.1. *Objet des marchés*

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) concernent la mise en place de prestations d’externalisation du stockage d’archives courantes et intermédiaires de l’ONaCVG.

##### 1.1.2. *Organisation de l’achat*

###### 1.1.2.1. *Allotissement*

La consultation est décomposée en 3 lots.

<i>N° du lot</i>	<i>Désignation du lot</i>
1	Archives courantes et intermédiaires relatives aux ressortissants de l’ONaCVG
2	Archives courantes et intermédiaires relatives aux fonds de l’ANIFOM
3	Archives intermédiaires du bureau central des rapatriés de l’ONaCVG

##### 1.1.3. *Technique d’achat*

Les marchés prennent la forme d’un accord-cadre mono-attributaire.

Ils sont exécuté(s) par l’émission de bons de commande et de marchés subséquents, passés en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les accords-cadres sont conclus **sans montant minimum et avec un montant maximum**

<i>N° et libellé du lot</i>	<i>Montant maximum HT sur la durée totale des accords-cadres</i>
Lot N° 1 : Archives courantes et intermédiaires relatives aux ressortissants de l’ONaCVG	300 000 €
Lot N° 2 : Archives courantes et intermédiaires relatives aux fonds de l’ANIFOM	200 000 €
Lot N° 3 : Archives intermédiaires du bureau central des rapatriés de l’ONaCVG	600 000 €

Le montant maximum correspond à l’engagement du titulaire d’honorer les commandes passées par l’établissement à concurrence de ce montant.

#### *1.1.4. Durée des marchés*

##### *1.1.4.1. Durée initiale*

Chaque marché est conclu pour une durée maximale de 1 an, à compter de sa date de notification. Cette période initiale prendra fin pour tous les accords-cadres le 03/09/2026, afin de les synchroniser et d’en simplifier la gestion.

##### *1.1.4.2. Reconduction*

Chaque accord-cadre peut être reconduit tacitement 3 fois une année. Soit pour une durée maximale de 4 ans.

Sauf décision de non reconduction notifiée au titulaire 3 mois avant l’échéance du marché, le marché sera reconduit tacitement dans les limites du nombre de reconductions maximum.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché court jusqu’au terme de la période en cours. La non reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

En tout état de cause la date d’échéance des marchés sera similaire pour l’ensemble des lots, et sera déterminée à partir de la date du 1er marché qui sera notifié.

#### *1.1.5. Mise en œuvre des marchés*

##### *1.1.5.1. Modalités de communication*

Les parties au marché communiqueront entre elles :

- directement au titulaire contre récépissé daté et signé,
- par lettre recommandée avec accusé de réception postale,
- via le profil acheteur et dans les conditions fixées à l’article 3.1.2 du C.C.A.G.-FCS,
- par courrier électronique avec accusé de réception. Dans le cas où cet accusé n’est pas généré automatiquement par l’application informatique du titulaire, celui-ci sera invité à accuser réception pour valoir notification. À défaut d’accusé de réception, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à l’issue d’un délai de 8 jours à compter de la date d’envoi du courrier électronique.

À cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse de courrier électronique valide.

##### *1.1.5.2. Bons de commande*

Chaque accord-cadre est mis en œuvre par l’émission de bons de commande datés.

Les bons de commande sont notifiés par l’acheteur au titulaire.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l’objet d’observations de sa part.

En cas de groupement d’opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l’acheteur.

Un bon de commande pourra être émis jusqu’au dernier jour de validité de la dernière période de l’accord-cadre. Toutefois, la dernière prestation ne pourra être exécutée que dans un délai maximum de 3 mois après la période de validité de l’accord-cadre.

Les bons de commandes peuvent être établis soit :

- sur la base des prix du Bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement,
- sur la base d'un marché subséquent, formalisé par un devis pour toute prestation d'impression non prévues au BPU. Les modalités d'exécution des devis sont telles que définies au 1.1.5.3.

#### *1.1.5.3. Devis*

##### **A/ Besoin de l'acheteur**

À la survenance d'un besoin spécifique qui ne peut être couvert par les articles prévus au BPU, l'ONaCVG définit les spécificités minimales des matériels et prestations, objets du besoin. L'acheteur adresse sa demande au titulaire par courrier électronique, comprenant le lieu de livraison.

##### **B/ Devis**

Sur la base de la demande, le titulaire émet un devis répondant à la demande et permettant une comparaison technique et financière.

Les devis émis par le titulaire comportent au minimum les informations suivantes :

- numéro d'ordre
- le nom et les coordonnées de l'ONaCVG,
- le nom de l'acheteur,
- le numéro du marché,
- la liste détaillée des matériels demandés,
- la quantité demandée,
- le montant HT par matériel,
- les frais de livraison ou livraison et installation, en € HT relatifs à ce devis,
- le montant total en HT de la demande et son montant en TTC.
- Les délais de transmission des devis

Ils sont édités au format PDF et envoyés par courrier électronique à l'acheteur.

Ils sont accompagnés des fiches techniques. Ils précisent, le cas échéant, les accessoires disponibles pour les matériels demandés et toute information utile à l'acheteur.

Les délais de production du devis sont ceux précisés à l'article 3.1.1.

Dans le cas où le devis ne conviendrait pas à l'acheteur, le titulaire produira un nouveau devis tenant compte de ses remarques. Le délai de production de ce devis respectera les conditions énoncées à l'article 3.1.1 pour le devis initial.

La durée de validité des devis est de minimum quatre (4) semaines.

##### **C/ Réalisation d'un bon de commande**

Après acceptation du devis, l'ONaCVG passe un bon de commande dans les mêmes conditions qu'à l'article 3.1.1.

La demande de devis n'entraîne pas forcément la passation d'un bon de commande.

## **1.2. Intervenants**

### *1.2.1. Acheteur*

Les coordonnées des interlocuteurs de l'ONaCVG seront communiquées au(x) titulaire(s) à la notification du marché.

### *1.2.2. Titulaire*

#### *1.2.2.1. Représentant du titulaire / changement de représentant*

En complément des dispositions de l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-F.C.S., il est précisé que le ou les personnes habilitées à représenter le titulaire devront être désignées dans un délai maximum de 15 jours.

#### *1.2.2.2. Modification affectant le titulaire*

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

#### *1.2.2.3. Agrément*

Le titulaire fera le nécessaire pour le renouvellement de l'agrément Archives de France pour la conservation d'archives publiques intermédiaires délivré par le Ministère de la Culture, le cas échéant.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire son agrément en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Conformément à l'article 41.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'absence d'agrément et/ou la non-fourniture de celui-ci est une cause de résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### *1.2.2.4. Conditions relatives au groupement*

En cas de groupement, aucune forme n'est imposée par l'ONaCVG.

#### *1.2.2.5. Conditions relatives à la sous-traitance*

L'ensemble des prestations du marché, exceptées les prestations de transport et de livraison, sont considérées comme tâches essentielles et doivent être exécutées par le titulaire ; elles ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance à condition de l'avoir déclarée et avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

En précision à l'article 3.6 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours pour communiquer les coordonnées de la personne habilitée à représenter le sous-traitant.

## **1.3. Pièces constitutives des marchés**

Cet article déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les pièces constitutives de chaque accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

#### 1.3.1. Pièces contractuelles

- L’acte d’engagement (A.E.) et ses annexes, propre à chaque lot ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot et leurs documents annexés ;
- Le mémoire justificatif de l’offre (M.J.O.) propre à chaque lot ;
- Les actes de sous-traitance
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021, publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2021.

#### 1.3.2. Pièces indicatives

- Le détail quantitatif estimatif, propre à chaque lot.

### **1.4. Obligations générales d’exécution**

#### 1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s’engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (dite “loi informatique et libertés”) dans sa dernière version en vigueur, modifiée notamment par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et transposant en droit français le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Les coordonnées du délégué à la protection des données de l’acheteur sont : [dpo.rgpd@onacvg.fr](mailto:dpo.rgpd@onacvg.fr) ; 01 44 42 33 68.

Le titulaire communique à l’acheteur, dans un délai de 2 semaines à compter de la date de notification du marché, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, ou, à défaut, l’identité et les coordonnées d’un point de contact dédié à ces questions.

En complément des dispositions de l’article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de l’acheteur, les données transmises [par les différents intervenants](#) pour l’exécution du présent marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est but de trouver les documents/le dossier à la communication.

La finalité du traitement est la communication aux personnes de l’ONACVG désignées par la responsable des archives pour instruction du dossier.

La durée du traitement est limitée à la durée des relations contractuelles

Les données à caractère personnel traitées sont les noms, prénoms, dates de naissances et numéro de dossier des ressortissants de l’ONACVG.

Les catégories de personnes concernées sont les ressortissants de l’ONACVG.

Pour l’exécution des prestations objet du présent marché, l’acheteur met à la disposition du titulaire les inventaires descriptifs des archives et les archives elles-mêmes.



Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet du présent marché ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
  - a. s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
  - b. reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, le principe de protection des données dès la conception et le principe de protection des données par défaut ;

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit de limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique au délégué à la protection des données de l'ONaCVG complété par un appel téléphonique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le titulaire aide l'acheteur pour

- la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
- la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires de sécurisation des données :

- les droits d'accès aux données sont limités par identifiant et mot de passe aux personnes nommément désignées par la responsable des archives de l'ONaCVG;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Au terme de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à :

- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ;
- renvoyer les données à caractère personnel au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire/mandataire, des cotraitants et/ou des sous-traitants/des tiers. Une fois détruites, le titulaire/mandataire doit justifier par écrit de la destruction.

Le titulaire doit tenir par écrit un registre de toutes les catégories d’activités de traitement effectuées pour le compte de l’acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées de l’acheteur, des éventuels tiers et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l’acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l’identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés au 5° de l’article 69 de la loi “Informatique et libertés”, les documents attestant de l’existence de garanties appropriées ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l’intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l’accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d’incident physique ou technique ;
  - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l’efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire met à la disposition de l’acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d’audits, y compris des inspections, par l’acheteur ou un autre auditeur qu’il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### *1.4.2. Assurances*

Conformément à l’article 9 du C.C.A.G.-F.C.S., dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d’exécution, le titulaire, ou le mandataire et les membres du groupement doivent justifier au moyen d’une attestation établissant l’étendue de la responsabilité garantie, qu’ils sont titulaires d’une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d’accidents ou de dommages causés par l’exécution des prestations objet du marché.

À tout moment durant l’exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette/ces attestation(s) en cours de validité, sur demande de l’acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### *1.4.3. Documentation à fournir en cours d’exécution*

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire, ou chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, chacun des sous-traitants, devra produire, TOUS LES 6 MOIS, à compter de la date de notification du marché et jusqu’à la fin de l’exécution de celui-ci, les documents ci-après.

En cas de retard dans la production de ces documents le titulaire est passible des pénalités de retard prévues à l’article [3.2.1.1](#) infra.

En cas d’inexactitude ou de non production de ces documents, le marché pourra être résilié.

#### **Documents fiscaux et sociaux :**

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) en France, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique, et notamment : les

attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales (impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et sociales,

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) à l'étranger, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique.

### **Liste nominative des salariés étrangers :**

Conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

#### **1.4.4. Agrément**

Le titulaire fera le nécessaire pour le renouvellement de l'agrément Archives de France pour la conservation d'archives publiques intermédiaires délivré par le Ministère de la Culture, le cas échéant.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire son agrément en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Conformément à l'article 41.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'absence d'agrément et/ou la non-fourniture de celui-ci est une cause de résiliation du marché aux torts du titulaire.

## **Article 2 : Prix et règlement**

### **2.1. Prix du marché**

#### **2.1.1. Caractéristiques des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires du bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### **2.1.2. Contenu des prix**

Les prix comprennent l'ensemble des charges et frais énumérés à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux cahiers des charges.

#### **2.1.3. Contenu des prix de la maintenance**

Sans objet.

**2.1.4. Variation des prix (à toute pièce financière (BPU, BR) correspond un cas de variation de prix)**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $M_0$ , rappelé à l'acte d'engagement, par dérogation à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les prix du marché sont révisables.

La révision se fera tous les ans à la date anniversaire de la notification du marché à compter de l'année  $N+1$ .

Le coefficient de révision des prix est obtenu par l'application de la formule suivante :

Tous les lots	Formule	Indices/Index
Tous les prix	$C = 0,30 + [0,70 \times (A/A_0)]$	Indice de production dans les services - Entreposage et services auxiliaires des transports (NAF rév. 2, niv. division poste 52) Série mensuelle CVS-CJO - France - Base 100 en 2021 – Identifiant 010769127 <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769127">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769127</a>

A = valeur de l'indice retenu 3 mois avant le mois de révision,

$A_0$  = valeur de ce même indice au mois  $M_0$

Le coefficient est arrondi au 1/1000 supérieur.

Si la valeur définitive d'un indice n'est pas publiée au moment du calcul du coefficient de révision, il sera fait usage de la dernière valeur connue de l'indice ou index.

Si les indices de référence utilisés ci-dessus cessaient d'être publiés, ils seraient remplacés de plein droit par ceux qui s'y substitueraient, en appliquant les coefficients de raccordement établis à cet effet.

**2.2. Modalités de règlement**

Sauf refus du titulaire ou du sous-traitant, les dispositions ci-après s'appliquent.

Une avance est accordée lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 €HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du C.C.A.G.-F.C.S. :

Le taux de l'avance est de 5 %. Ce taux est de 20 % si l'entreprise est une TPE/PME au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Si la durée du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est calculé de la façon suivante :

$$\frac{\text{Montant initial TTC} \times 12 \times 5}{\text{Durée en mois} \times 100}$$

Le montant du bon de commande est entendu comme le montant correspondant au montant des prestations exécutées en propre par l'entreprise destinataire de l'avance.

La résorption de l’avance s’effectuera selon les modalités ci-après.

Le remboursement complet de l’avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par l’entreprise atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées.

#### 2.2.1. Garanties financières (le cas échéant)

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

#### 2.2.2. Répartition des paiements

##### 2.2.2.1. En cas de groupement

Conformément à l’article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de groupement, le mandataire est, seul, habilité à présenter à l’acheteur les demandes de paiement qui sont décomposées en autant de partie qu’il y a de membres du groupement à payer séparément. Il est, seul, habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, les entreprises cotraitantes peuvent demander à l’article 4 de l’acte d’engagement le paiement sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou à celui du mandataire.

##### 2.2.2.2. En cas de sous-traitance

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement ont été agréées par l’acheteur, doit déposer sa demande de paiement qui est soumise à validation du titulaire. Le titulaire dispose d’un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus. Passé ce délai la demande de paiement sera adressée automatiquement à l’acheteur.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant de premier rang doit fournir une caution personnelle et solidaire. L’acheteur ne signera pas de subrogation de paiement.

#### 2.2.3. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d’exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d’un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à 1 mois.

Chaque acompte fait l’objet d’une demande de paiement.

Lorsque le titulaire remet à l’acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

#### 2.2.4. Demande de paiement

##### 2.2.4.1. Contenu de la demande de paiement

Le contenu de la demande de paiement doit être conforme aux dispositions de l’article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S. et de l’article D. 2192-2 du code de la commande publique.

L’adresse de facturation inscrite sur les demandes de paiement est obligatoirement :

**ONaCVG/Agence Comptable (SFACT)**

Hôtel National des Invalides  
129 rue de Grenelle - Escalier B  
75700 PARIS CEDEX 07  
Courriel [sfact@onacvg.fr](mailto:sfact@onacvg.fr)

#### *2.2.4.2. Calcul de la demande de paiement*

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire.

#### *2.2.4.3. Remise de la demande de paiement*

La remise d’une demande de paiement intervient après l’admission des prestations.

Les demandes de paiement sont adressées **uniquement par voie dématérialisée** par la passerelle **CHORUS PRO** (article L. 2192-5 du code de la commande publique), en utilisant le cadre de facturation A1 et en renseignant le **code SIRET** de l’ONaCVG 180 007 015 00019 ainsi que le **N° d’engagement (EJ)** fourni dans le bon de commande considéré.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les titulaires doivent ajouter l’espace « factures à valider » à leur « structure » dans Chorus Pro.

Le sous-traitant choisit le cadre de facturation A9, renseigne le code SIRET de l’ONaCVG et le numéro d’EJ comme indiqué ci-dessus, et complète également le numéro de SIRET du titulaire.

Le cotraitant choisit le cadre de facturation A12, renseigne le code SIRET de l’ONaCVG et le numéro d’EJ comme indiqué ci-dessus, et complète également le numéro de SIRET du mandataire.

#### *2.2.4.4. Acceptation de la demande de paiement*

L’acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

L’acheteur arrête le montant de la somme à régler et, s’il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

#### *2.2.4.5. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs*

Dès l’admission de la prestation, le titulaire adresse à l’acheteur sa demande de paiement.

Chaque bon de commande fait l’objet d’un paiement partiel définitif.

### *2.2.5. Mode de règlement*

#### *2.2.5.1. Délai de paiement*

Le délai de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter :

- Pour l’avance : de la notification du bon de commande.
- Pour les acomptes : à compter de la date de réception de la demande de paiement par l’acheteur.

Toutefois, conformément à l’article R. 2192-17 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle la conformité des prestations aux stipulations

contractuelles est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

#### 2.2.5.2. *Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire*

Il est fait application des articles R. 2192-31 à D. 2192-36 du Code de la commande publique.

### **Article 3 : Délais – Pénalités – Primes**

#### **3.1. Délais**

##### *3.1.1. Délais d’exécution / de livraison*

Par dérogation à l’article 13.1.1 et 13.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le délai d’exécution de chaque commande est fixé respectivement dans le bon de commande ou le marché subséquent, ainsi que la date de début d’exécution. A défaut, l’exécution de ces prestations débute à la date de notification du bon de commande ou du marché subséquent, valant ordre de service de démarrage des prestations.

##### *3.1.2. Prolongation des délais*

Les modalités d’expiration ou de prolongation du délai d’exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

#### **3.2. Pénalités**

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l’application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait de son paiement.

##### *3.2.1. Pénalités pour retard*

##### *3.2.1.1. Montant des pénalités de retard*

Par dérogation à l’article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités suivantes s’appliquent :

<b>Délai concerné</b>	<b>Montant</b>
Délai global d’exécution du bon de commande jusqu’à réception des documents	50 € par jour calendaire de retard
Délai d’importation d’un bordereau de transfert dans le progiciel métier du prestataire	40 € par semaine de retard
Délai de communication administrative (recherche de boîtes ou de dossiers, transfert dans les bureaux du service demandeur, retour et réintégration).	10 € par demi-journée ouvrée de retard
Délai de remise à l’acheteur du certificat de dénaturation	25 € par semaine de retard
Délai de restitution pour versement aux services d’archives compétents ou à l’ONACVG	25 € par semaine de retard

Délai de transfert des archives en fin de contrat	80 € par jour calendaire de retard
Délai de remise du nom et des coordonnées du délégué à la protection des données du titulaire	20 € par jour ouvré de retard
Délai de production de l'agrément suite à une demande de l'acheteur	50 € par jour ouvré de retard
Délai de remise de l'attestation d'assurance suite à une demande de l'acheteur	30 € par jour ouvré de retard
Délai de prise en charge	500 € par semaine de retard
Délai de transmission d'un certificat de remise	500 € par semaine de retard

Pour les retards comptés en semaine, le montant est calculé par semaine indivisible ; toute semaine commencée comptant pour semaine complète.

En cas de retard dans la remise de tout autre document prévu au marché ou information administrative (devis, transmission de nouveaux tarifs sur catalogue, assurance, déclaration de sous-traitant, pièces exigées par le code du travail, désignation des représentants, remise du nom et des coordonnées du délégué à la protection des données du titulaire, modification affectant le titulaire, etc.) une pénalité forfaitaire fixée à 20 € par jour de retard et par document ou information pourra être appliquée.

#### *3.2.1.2. Plafonnement des pénalités de retard*

Conformément à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le montant total des pénalités de retard est plafonnée à 50 % du montant total hors taxes du bon de commande.

#### *3.2.1.3. Exonération des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité de retard.

#### *3.2.1.4. Condition d'application des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S. l'acheteur peut appliquer les pénalités de retard sans préalablement inviter le titulaire à présenter ses observations.

### *3.2.2. Pénalités d'indisponibilité*

Les pénalités pour indisponibilité prévues à l'article 14.2 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

#### *3.2.3. Autres pénalités*

##### *3.2.3.1. Indisponibilité de l'interface WEB*

En cas d'indisponibilité de l'interface WEB supérieure à sept (7) jours calendaires, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de quatre-vingts euros (80 €) par jour supplémentaire d'indisponibilité.



### *3.2.3.2. Absence aux réunions*

Une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée par absence constatée.

### *3.2.3.3. Vigilance en matière d'hébergement*

En cas d'application des dispositions de l'article L. 4231-1 du Code du travail, 2<sup>e</sup> alinéa, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à la totalité des frais engagés par l'acheteur pour satisfaire à cette disposition, majorée de 5 %.

### *3.2.3.4. En matière de lutte contre le travail dissimulé*

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONACVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### *3.2.3.5. En matière de lutte contre la sous-traitance occulte*

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONACVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1 500 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### *3.2.3.6. Absence de destruction des données à caractère personnel*

En cas du non-respect de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire des données à caractère personnel relatives au présent marché (cf. article 1.4.1 supra) au plus tard quatre (4) mois après la date de fin de la dernière période d'exécution, le titulaire encourt une pénalité de mille euros (1 000 €). Il est expressément convenu que la présente pénalité a uniquement un caractère moratoire.

### *3.2.4. Recouvrement des pénalités*

Le montant des pénalités sera calculé et prélevé par précompte sur les acomptes ou par émission d'un ordre de recouvrer lorsque le reliquat du marché est insuffisant.

## **Article 4 : Exécution des prestations**

### **4.1. Développement durable**

#### *4.1.1. Clause d'insertion sociale*

L'objectif de la présente clause est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, conformément aux politiques publiques en matière d'insertion professionnelle et de lutte contre l'exclusion.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions concrètes visant à favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi dans le cadre de l'exécution du marché. À titre d'exemple, le titulaire pourra s'engager à favoriser le recrutement de personnes éloignées de l'emploi, des jeunes sans qualification, en contrat d'apprentissage ou en alternance, ou le recrutement des demandeurs d'emploi de longue durée, des travailleurs handicapés, ou en concluant des accords de sous-traitance ou contrats avec des entreprises adaptées (EA) ou des établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

#### 4.1.2. Clause environnementale

Le titulaire est soumis au respect d'obligations environnementales selon les dispositions de l'article 16.2 du C.C.A.G.-F.C.S., dans les conditions suivantes :

Conscient de l'importance de préserver l'environnement et de promouvoir des pratiques respectueuses des ressources naturelles, l'acheteur inclut dans le présent marché une clause environnementale relative au recyclage des déchets.

Le titulaire du marché devra mettre en place un système de gestion des déchets conforme aux principes du développement durable et favorisant le recyclage des déchets générés dans le cadre de l'exécution du marché. Cette démarche devra s'inscrire dans une perspective d'économie circulaire, visant à réduire la quantité de déchets envoyés en décharge et à favoriser leur valorisation.

À cet effet, le titulaire du marché devra par exemple:

1. Mettre en place des dispositifs de tri sélectif sur les lieux de travail et fournir aux agents des consignes claires pour la séparation des déchets recyclables (à titre d'exemple : papier, carton, plastique, verre, etc.).
2. Assurer la collecte séparée des différents types de déchets recyclables et leur acheminement vers des filières de recyclage agréées, en veillant à respecter les normes et réglementations en vigueur en matière de gestion des déchets.
3. Sensibiliser le personnel affecté à l'exécution du marché aux enjeux environnementaux liés à la gestion des déchets et aux bonnes pratiques à adopter pour réduire leur impact sur l'environnement.

Cette clause environnementale vise à encourager le titulaire du marché à adopter des pratiques responsables en matière de gestion des déchets, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement et à la transition vers une économie plus circulaire et durable.

## **4.2. Conditions de livraison**

## **4.3. Documentation**

Le titulaire s'engage à fournir tous documents, rapports, etc., prévus au C.C.T.P. propres aux différents lots. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

## **4.4. Modifications du contrat**

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, l'acheteur se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R. 2122-7, R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique et de l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S. pour :

- modifier des prestations prévues initialement,
- ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du marché,
- pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché initial,

- en cas de circonstances exceptionnelles.

Notamment, en cas de disparition d'une fourniture listée au BPU, le titulaire est dans l'obligation de proposer à l'ONaCVG un produit équivalent, tant en terme technique que de prix.

Dès qu'il en a connaissance, le titulaire avise par écrit l'ONaCVG de la prochaine disparition de la fourniture concernée et lui propose son remplacement par une fourniture équivalente en joignant la fiche produit ou ses caractéristiques techniques ainsi que son prix.

Dès son acceptation par l'ONaCVG, cette substitution sera constatée par l'émission d'un certificat administratif dont copie sera transmise au titulaire.

## **Article 5 : Constatations de l'exécution des prestations – Garanties – Maintenance**

### **5.1. Constatations**

#### *5.1.1. Opérations de vérification*

##### a) Prestations de conservation

Les dispositions des articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S s'appliquent.

##### b) Autres prestations

Par dérogation aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S, les opérations de vérification s'effectueront de la manière suivante :

- A réception des prestations, l'acheteur dispose d'un mois pour procéder aux opérations de vérification : comparaison des différents documents et adéquation avec la commande. Il prononcera une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

#### *5.1.2. Décisions après vérification*

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sera prononcée par le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation, à l'article 30.1, en l'absence de notification de décision, l'admission prend effet dans un délai d'un mois à compter de la date de réception des documents.

### **5.2. Transfert de propriété**

Il sera fait application de l'article 31 du C.C.A.G.-F.C.S.

### **5.3. Garantie**

Sans objet.

## **Article 6 : Propriété intellectuelle**

Il est fait application des articles 34 à 37 du C.C.A.G.-F.C.S.

## Article 7 : Résiliation

### 7.1. Résiliation

Les stipulations des articles 38 à 44 du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables à l’accord-cadre.

### 7.2. Exécution aux frais et risques

L’acheteur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l’article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

Dans le cas d’une exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l’article 43.5 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du décompte de résiliation par l’acheteur sera faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l’achèvement des prestations.

## Article 8 : Différends

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l’article 46 du C.C.A.G.-F.C.S. s’appliquent. En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

## Article 9 : Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

À adapter/compléter en fonction du dossier

Articles du présent C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.-F.C.S. auquel il est dérogé	Objet de la dérogation
2.1.4	10.2.4	Variation des prix
3.1.1	13.1.2	Délais d’exécution
3.2.1.1	14.1.1	Montant des pénalités
3.2.1.3	14.1.3	Exonération des pénalités de retard
3.2.1.4	14.1.1	Conditions d’applications des pénalités
5.1.1	27 et 28	Opérations de vérification
5.1.2	30.1	Décisions après vérification
7.2	43.5	Résiliation